

VLADISLAV INOZEMTSEV

Directeur du Centre d'études postindustrielles de Moscou, conseiller spécial pour le Russia Media Studies Project du Middle East Media Research Institute à Washington, DC.

Masood Ahmed, président du Center for Global Development, ancien directeur du département Moyen-Orient et Asie centrale du FMI

Vladislav, maintenant, je veux m'adresser à vous. Vladislav Inozemtsev, comment voyez-vous, vous, toute cette conversation ?

Vladislav Inozemtsev, directeur du Centre d'études postindustrielles de Moscou, conseiller spécial pour le Russia Media Studies Project du Middle East Media Research Institute à Washington, DC.

Merci beaucoup, Monsieur le Président. C'est une question très intéressante, un sujet très intrigant et j'y ai bien réfléchi.

Premièrement, à mon avis, la question du nouvel ordre économique mondial semble plutôt être une question de nouveau cadre – parce que le mot « ordre » est, je pense, trop « fort » pour décrire les conditions économiques actuelles et les tendances que nous pouvons tous observer.

Le cadre de la coopération économique et de la compétition économique a changé à maintes reprises au cours des 100 dernières années, et ce que je constate aujourd'hui, c'est que la mondialisation – qu'on appelle aussi « la fin de l'histoire » parce qu'elle est considérée comme une unification du monde – est un peu dépassée, principalement parce qu'aucun « ordre » ne peut être universel. L'ordre est l'antonyme du désordre, ils n'existent donc qu'ensemble, et si l'on s'attend à l'apparition d'un ordre universel, cet espoir se retournera contre nous.

Le défi majeur de la mondialisation est donc sa propre globalité, car le monde est trop différent et ne s'universalisera pas de sitôt. De nombreuses parties diffèrent trop les unes des autres pour être gouvernées et gouvernées par un seul ensemble de règles – d'autant plus que toutes ces parties interagissent avec d'autres et ne sont pas soumises par certaines d'entre elles, comme c'était le cas à l'époque connue sous le nom d'Âge de l'occidentalisation, aujourd'hui blâmée pour son héritage colonial.

Par conséquent, je pense que ce à quoi nous assistons aujourd'hui n'est pas tant l'émergence d'une multipolarité et d'une concurrence mondiale entre différents centres de pouvoir, mais plutôt un nouveau type de régionalisation au sein d'un monde largement mondialisé. Cette régionalisation serait gérée par les grandes puissances économiques – par exemple les États-Unis et l'Europe d'un côté, et la Chine de l'autre. Cependant, il n'y aurait pas tant de différences politiques mais une différence dans les modèles économiques et dans les grandes doctrines sociétales incarnées dans ces centres de pouvoir (cela avait été en quelque sorte prédit par Parag Khanna dans son livre *The Second World*).

Il ne s'agit donc pas d'un siècle asiatique ou d'un siècle pacifique qui remplacera le siècle atlantique. La région du Pacifique est en soi très différente : si l'on compare le PIB combiné de tous les pays d'Amérique du Nord et du Sud, plus l'Australie et la Nouvelle-Zélande (pour ainsi dire, la partie non asiatique du Pacifique) au PIB combiné de toutes les puissances situées sur l'autre rive, de la Russie à l'Indonésie et à la Malaisie en passant par le Japon et la Chine, la partie non asiatique prévaut sur la partie asiatique. À mon avis, ce à quoi nous assistons actuellement n'est pas tant une compétition entre différents « centres » mais plutôt une compétition entre une économie de l'information/postindustrielle et une économie marchande/industrielle.

Je dirais que les États-Unis et l'Europe peuvent s'appuyer sur leur économie innovante, sur la production de biens sophistiqués et prestigieux, qui expriment non pas la supériorité de quelqu'un, mais une expression de soi individuelle. Aux États-Unis, les entreprises les plus performantes sont Apple, Tesla et SpaceX, qui incarnent l'innovation la plus sophistiquée. Si vous regardez l'Europe, la plus grande entreprise européenne en termes de capitalisation est LVMH, spécialisée dans la production de biens uniques et prestigieux, incarnant la créativité du peuple européen.

Ce que je veux dire ici, c'est que l'Europe et les États-Unis produiront un modèle économique basé avant tout sur le sentiment d'appartenance au « milliard d'or » et sur l'expression individuelle, tandis que la Chine et la majeure partie de l'Asie poursuivront le modèle économique construit sur la production de masse de biens bon marché et de haute qualité, qui auraient une énorme demande dans de nombreuses régions du monde qui ne sont pas aussi riches que l'Europe ou les États-Unis. Ce sera une compétition entre « être » et « posséder », entre la société post-consommation de masse et les économies industrielles plus traditionnelles.

Je pense donc que ces modèles peuvent coexister pacifiquement tout en étant compétitifs. Ils peuvent étendre leur région d'influence sans s'engager dans une confrontation politique comme c'était souvent le cas au XX^e siècle.

Je voudrais également souligner qu'il y aura certainement plusieurs séries de compétitions entre les pays d'information/post-industriels et les économies axées sur les ressources ou industrielles, car nous parlons d'une sorte de développement de rattrapage. Je dirais que depuis les années 1930, il n'y a eu aucun changement parmi les leaders économiques mondiaux. Les États-Unis dominent le monde depuis plus de 100 ans. Avant cela, le changement au sommet semblait très naturel puisque la France a dépassé la Hollande au XVII^e siècle, que la Grande-Bretagne a dépassé la France au XIX^e et que l'Allemagne est devenue la première puissance industrielle d'Europe, puis les États-Unis sont arrivés. Cependant, au cours des 100 dernières années, il y a eu de nombreuses tentatives pour remettre en question l'hégémonie américaine – comme par l'Union soviétique dans les années 70, par le Japon dans les années 80, et maintenant par la Chine, mais toutes les tentatives précédentes ont échoué, et la Chine, je dirais, suivra le même chemin.

Par conséquent, je ne dirais pas que nous nous approchons aujourd'hui d'un nouvel ordre économique, car pour que cela se produise, il faudrait avoir la preuve que certains pays peuvent dépasser le leader – qui est, je dirais, les États-Unis ou la civilisation atlantique. Il est difficile de croire que cela puisse arriver car, si l'on se souvient de la fin des années 1980, tout le monde parle de la fin de la guerre froide et de la dissolution de l'Union soviétique, mais le choc économique au Japon qui s'est produit au même moment, n'était pas moins important pour la dynamique économique mondiale. À la fin des années 1980, c'est tout le système industriel qui est entré en crise, tant dans sa version soviétique que japonaise. Ce fut la première étape d'une nouvelle réalité économique – de la domination du modèle post-industriel qui semble avoir de bonnes chances de perdurer pendant assez longtemps.

Je terminerais en disant que je ne vois pas émerger un nouvel ordre économique. Je vois un autre cercle de changement économique approcher. Toutefois, cela ne doit pas être considéré comme un nouvel ordre. Il y aura différents cadres, différents modèles en compétition, et il est bon de dire qu'aujourd'hui, les questions économiques et le pouvoir économique sont plus importants que les questions politiques et militaires, ce qui est tout à fait contraire à ce que nous avons vu au début du XX^e siècle. Espérons que cette transition – quelle qu'elle soit – soit plus pacifique et plus complexe qu'elle ne l'était avant et pendant la Première ou la Seconde Guerre mondiale.

Masood Ahmed

Merci beaucoup. Vous avez cette vision de multiples cadres coexistants qui régissent les relations entre des groupes de pays, et je pense que cela soulèvera la question de savoir si les pays seront obligés de faire partie d'un cadre ou d'un autre, ou s'ils peuvent faire partie de plusieurs cadres en même temps. Et si les pays sont disposés et prêts à être contraints de prendre parti et de rejoindre l'un ou l'autre cadre.

Je pense que peut-être quand nous arriverons à Madame Touré – je veux dire, d'une certaine manière, en Afrique aujourd'hui, un gros problème pour de nombreux pays est qu'on leur demande de prendre parti et qu'ils ne veulent pas le faire. Comment peut-on gérer cela également ? Nous y reviendrons.